

Quelles solutions en matière de diplomatie pour la France ?

Quelle politique internationale de prévention des fondamentalismes ?

Mots clefs : Totalitarisme – Tunisie – Egypte – printemps arabes

Antoine Arjakovsky a ouvert la séance en rappelant qu'on se rapprochait du colloque conclusif qui se tiendra le 15 mars 2017. Une réflexion au sein du comité scientifique est menée sur le diagnostic. Avant la prochaine séance qui se tiendra au mois de janvier un texte sera envoyé aux participants présentant un diagnostic commun. Les commentaires qui seront faits seront les bienvenus et seront intégrés au projet. Dans un second temps, chacun des partenaires proposera des solutions à la question qui est posée à savoir comment sortir de ce cercle vicieux entre ultra modernité et néo fondamentalisme. Beaucoup de sujets doivent encore être abordés, l'éducation, le dialogue inter religieux et la diplomatie qui est le thème de la présente séance.

Jean-Pierre Filiu - VAINCRE LE TOTALITARISME DJIHADISTE -

Plutôt que de fondamentalismes, anciens ou modernes, je traiterai ici de la menace inédite que représente pour la France le totalitarisme djihadiste. Je qualifie en effet depuis une décennie les mouvements de type Al-Qaïda, puis Daech, de « totalitaires », portés qu'ils sont par une nouvelle religion de combat et d'oppression. Comme ce fut tant de fois le cas dans l'Histoire universelle, cette nouvelle religion du djihad pour le djihad se pose en seule « orthodoxe ». Elle revendique les codes et les références de l'Islam pour mieux les subvertir.

Les jihadistes divisent le monde en cinq catégories, les « Musulmans », c'est à dire eux-mêmes ; les « Apostats », soit les Sunnites ; les « Hérétiques », soit les autres Musulmans ; et enfin « les Juifs et les Croisés ». Cette religion jihadiste est tout le contraire d'un fondamentalisme puisqu'elle repose sur une nouvelle économie du salut, d'ordre millénariste. La « terre de Syrie » (*bilad al-Cham*) est censée être le théâtre de l'accomplissement des prophéties, en cette période de « Fin des Temps ».

Deux interventions de type néocolonial au Moyen-Orient y ont fait le lit du jihadisme, jusqu'alors marginalisé dans les confins pakistano-afghans : l'invasion américaine de l'Irak, en 2003, et l'intervention russe en Syrie, indirecte, mais déjà massive à partir de 2011, directe et acharnée depuis 2015. Ces deux interventions ont été menées au nom d'une « guerre globale contre la terreur », qui nie les peuples au profit des régimes. Au lieu de se concentrer contre Al-Qaïda, puis contre Daech, ces interventions ont élargi la cible à toute forme d'opposition, qualifiée de « terroriste », ce qui n'a pu que faciliter l'implantation djihadiste.

Les soulèvements populaires dans le monde arabe ouvraient en 2011 la voie à une alternative démocratique à l'affrontement mortifère entre dictatures et djihadistes. C'est bien pourquoi les djihadistes ont d'emblée combattu les mouvements contestataires, tandis que les despotes jouaient, consciemment en Syrie et au Yémen, indirectement en Egypte, le jeu des jihadistes. Le crédit de la France était grand d'avoir refusé en 2003, avec Jacques Chirac, la « guerre globale contre la terreur » de George W. Bush. Elle fut l'Etat occidental le plus engagé aux côtés des transitions arabes, sous la présidence de Nicolas Sarkozy comme sous celle de François Hollande.

La France peinait néanmoins à entraîner nombre de ses partenaires européens dans un soutien plus déterminé aux démocrates arabes. La chute du « mur de la peur » au sud de la Méditerranée, en 2011, avait beau avoir un impact sur la sécurité européenne aussi important que la chute du « mur de Berlin », en 1989, la tentation d'une « stabilité » despotique demeurait forte au sein de l'UE. La mobilisation contre-révolutionnaire de la Russie, en Syrie et au-delà, avait pour des esprits simples l'immense attrait de la simplicité.

C'est cependant de Washington qu'est venu le coup le plus terrible : Barack Obama avait tracé une « ligne rouge » en Syrie, celle de l'utilisation des armes chimiques ; mais, en août 2013, il décida de rester passif, malgré le bombardement aux gaz neurotoxiques des banlieues de Damas. Il s'agissait pourtant de ne pas laisser impuni un crime contre l'humanité, nullement de renverser le régime Assad. Cette reculade américaine entraîna une envolée des « montées au djihad », notamment depuis l'Europe, au profit de Daech, qui avait proclamé quelques mois plus tôt son « Etat islamique en Irak et en Syrie » dans la ville syrienne de Raqqa.

Le djihadisme attirait ainsi non plus seulement des « révoltés », mais aussi des « altruistes », pour reprendre la typologie des sciences sociales. La conversion au djihadisme, car il s'agit bien de conversion, quelle que soit l'origine socio-culturelle de l'individu, se nourrissait désormais de la conviction que le monde entier était ligué contre les Musulmans de Syrie. L'évolution de la tragédie syrienne depuis 2013 n'a fait que nourrir une telle propagande.

Daech a pu ainsi lancer sa « campagne d'Europe » dès le printemps 2014. La volonté de dresser les populations les unes contre les autres est constante dans tous les attentats qui, planifiés depuis la Syrie, ont ensanglanté notre pays depuis janvier 2015. Mais la société française a tenu bon, refusant le chantage terroriste, ainsi que la prise en otages d'une partie de la population par Daech. Et les dirigeants français ont maintenu le cap, malgré le lâchage américain, l'incompréhension européenne et le sabotage russe. Si demain, une nouvelle politique venait en France à épouser la rhétorique « anti-terroriste » de Vladimir Poutine, Daech n'en sortirait que grandi et notre pays plus vulnérable que jamais.

Xavier Driencourt - L'intervenant a parlé à titre personnel et n'engage pas le Ministère des affaires étrangères. Il a tiré quelques conclusions de son expérience diplomatique. Il a présenté des remarques générales avant de parler des printemps arabes.

I- Sur un plan général, après avoir indiqué qu'il avait été ambassadeur en Malaisie avant d'occuper cette fonction en Algérie, il a relevé que la Malaisie et l'Algérie sont deux pays musulmans et d'anciennes colonies devenues indépendantes durant la même période, c'est-à-dire dans les années 1960. Or, on peut aujourd'hui constater que la Malaisie est la 23^{ème} puissance économique sans avoir de pétrole alors que l'Algérie se situe dans les tous derniers rangs du classement établi par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International alors qu'ils ont eu un même parcours jusqu'à leur indépendance.

Le rôle de la colonisation a été important mais une des grandes différences entre la colonisation française et britannique c'est que les Anglais ont laissé un état d'esprit alors que les Français ont laissé des structures (préfectures, direction du trésor, direction des impôts, sous-préfectures) qui fonctionnent encore 60 ans après l'indépendance. Les Anglais ont plus subtilement laissé les personnalités en place diriger officiellement. Cela a beaucoup compté dans l'évolution de l'Algérie. L'Algérie est un pays à cheval sur la diplomatie et la politique intérieure, c'est son originalité. Nos sujets de politique intérieure comme par exemple la viande halal, la sécurité, les banlieues ou le burkini interpellent les Algériens et constituent des sujets de quasi politique intérieure. Chaque Algérien a un frère ou une sœur en France et les Algériens se sentent donc concernés par ce qui se passe en France. En un certain sens on peut dire que « l'Algérie c'est la France ».

Concernant l'Algérie, il a constaté que nos politiques de droite et de gauche sont complexes et ont un rapport ambigu avec l'Algérie, la gauche en raison de la guerre d'Algérie déclenchée par Guy Mollet et de son refus de fournir des armes contre le terrorisme, la droite à cause du général de Gaulle et du phénomène pied noir qui est très structurant dans la vie politique française.

Malgré cela, la France reste en Algérie la référence permanente dans tous les domaines, elle est le modèle et le repoussoir, le bouc émissaire et le sujet favori car l'Europe commence par la France et la France est le point d'accès sur le reste du monde, ce qui fait notre fragilité.

Lorsqu'on voit l'évolution du bassin méditerranéen, les problèmes algériens deviennent très vite des problèmes français. Le problème algérien s'il devait se développer serait d'une ampleur plus grande qu'en Irak ou en Syrie ; les liens historiques, la proximité géographique et les liens juridiques rendront le problème plus complexe. Le bricolage administratif ne suffira pas car on aura affaire à des gens qui ont un visa français et une famille en France et pas seulement à des réfugiés.

Nos politiques devraient aujourd'hui réfléchir à ce qui pourrait se passer en Algérie, au Maroc et en Tunisie et l'on devrait avoir une approche différente de celle que l'on a vis-à-vis de la Syrie ou de l'Irak.

II- Concernant les Printemps arabes, on peut s'interroger sur les raisons pour lesquelles l'Algérie n'y a pas succombé et sur celles qui ont conduit depuis 20 ans à l'émergence d'un islamisme, d'une religiosité forte dans la société algérienne.

La société algérienne est en crise et dans les difficultés. Des soupapes permettent cependant au système de respirer. Ce sont la religion, le sport national c'est-à-dire le football, la violence, les visas pour la France qui sont des régulateurs du mal-être de la société algérienne.

La religiosité est liée au poids de l'histoire. Le pouvoir politique a comme seule légitimité la guerre d'Algérie qui devient de moins en moins importante et une nouvelle légitimité née d'une nouvelle religion, l'islamisme. Certains cultivent les deux légitimités celle de la guerre d'Algérie et celle de l'islam à des fins politiques.

C'est, en outre, une société fatiguée après vingt ans de guerre civile, par l'absence de jeu politique et d'alternance, par l'absence de développement économique bien que le pays soit riche, une société frustrée par les multiples manquements de l'Etat qui ne joue pas son rôle régulateur notamment dans le domaine de l'éducation et de l'emploi et fatiguée par la corruption, par la captation de la rente pétrolière par une nomenclature qui tient sa légitimité du mode de gouvernement, de la guerre d'Algérie et de l'islamisme .

La société est coupée entre une génération des plus de 40-50 ans encore francophone et une jeunesse plus arabophone lassée du mal-être dans beaucoup de villes algériennes.

La société est donc frustrée et fatiguée et dans ce contexte une soupape est la religiosité ou l'islamisme qui a été récupéré par le jeu politique dans les années 2000.

Il est alors facile de faire des amalgames entre chrétiens et évangélistes, de donner des gages aux islamistes et le régime s'est appuyé sur l'islam en jouant un rôle vis-à-vis des militaires.

On a un islam politique, social très présent dans la société algérienne, une religiosité qui s'est réinstallée dans la politique et dans la société algérienne.

En 2011 ce sont les printemps arabes. Pourquoi le printemps arabe n'a-t-il pas eu prise sur l'Algérie et le système n'a-t-il pas bougé depuis 2011?

Deux explications officielles sont données. L'Algérie, dans les années 1990, a fait son printemps arabe et a été un précurseur du monde arabe et a devancé les pays du bassin méditerranéen. Par ailleurs, la guerre civile a vacciné la société contre la violence.

D'autres éléments plus complexes doivent être relevés.

Il est exact que la politique a été différente de celle de la Tunisie et de l'Egypte et que la guerre civile a refroidi la révolution mais le système de pouvoir est différent en Algérie où ce n'est pas une famille qui s'est partagé le pouvoir. On est dans un système plus subtil, plus complexe, plus classique. Il y a un système de groupes, de clans qui organisent une alternance dans le système politique avec un multipartisme et une presse relativement libre.

Contrairement à l'Egypte et à la Tunisie, il n'y a pas eu d'opposition capable de fédérer les mécontentements. La seule opposition était les islamistes et là est le problème. En outre, il y a eu la crainte de voir revenir et la violence des années 1990 et les islamistes. Les Algériens préfèrent tout plutôt que le retour de la violence et ce qui s'est passé en Syrie et en Lybie a découragé les réformistes.

On doit aussi relever que la société algérienne est plus complexe et moins binaire en ce sens qu'il n'y a pas de choix fait entre les bons et les méchants, les islamistes et le pouvoir. Il y a des espaces de liberté notamment les visas, l'émigration et un système qui repose sur le compromis ou de compromission ce qui fait qu'à la différence de la Lybie, de l'Egypte et de la Tunisie personne n'a demandé le départ de Bouteflika alors que dans les autres pays on voulait abattre un système et un homme.

Enfin, les Algériens sont conscients de l'évolution du système en trente ans grâce au pétrole. La vie quotidienne n'est peut-être pas drôle mais elle est globalement meilleure qu'il y a vingt ans.

Le système algérien a résisté aux printemps arabes alors que les fondamentaux de l'Algérie sont les mêmes que ceux des pays voisins, l'Egypte et la Tunisie, la Lybie, une société jeune, un chômage important, des problèmes de logement, de la corruption, une économie informelle, une absence de loisirs, une société religieuse.

Débats

AA a rappelé que l'objectif du séminaire est de trouver des solutions à la violence qui grandit dans le monde et dont on vient de voir qu'elle ne peut que s'approfondir compte tenu de l'instabilité croissante au niveau européen avec le Brexit, l'élection de Donald Trump, le chaos qui se développe au Proche Orient. La question qui se pose est celle de savoir quelle politique conviendrait-il de mener au plan français et au niveau de l'Union européenne ? Doit-on avoir une politique plus ferme vis à vis des pays qui soutiennent le wahhabisme, notamment le Qatar et l'Arabie saoudite? Quelles inflexions doivent être apportées dans nos politiques pour tenir compte de ce qui se passe depuis quelques mois ? Concernant la Russie, on prend conscience qu'il y a une déstabilisation mise en œuvre par le Kremlin qui coûte des millions de dollars et la riposte c'est bien sûr le *fact checking* mais celui-ci met un temps fou pour contredire une désinformation. Puisqu'on dit qu'on revient à une époque de guerre froide ne faut-il pas avoir une attitude plus pacifique mais aussi plus offensive vis-à-vis de cet Etat, chercher à apporter plus de vérité au peuple russe qui se croit encerclé ?

FC a demandé au premier intervenant quel va être l'impact de l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis.

Jean-Pierre Filiu - Actuellement, c'est le Président Obama qui a la responsabilité directe de ce qui se passe. A partir du moment où le principal dirigeant mondial s'auto dérisionne de manière aussi lamentable, comment veut-on que les mots aient encore un sens, que Poutine ne se considère pas comme totalement libre ? Le tournant c'est août 2013 et non pas l'élection de D. Trump. Quand D. Trump nomme un secrétaire d'Etat décoré par Poutine, les Russes se disent que si Poutine a pris Palmyre c'est que les Etats-Unis l'y ont encouragé.

Aujourd'hui c'est la guerre froide à sens unique et c'est alors très facile de la gagner si on joue tout seul. Il faut montrer que ce que fait Poutine ne marche pas. Cependant cela continuera à fonctionner tant qu'en face du président russe il n'y a personne. Evidemment Poutine va gagner la guerre en Syrie. Le pire est prêt à arriver avant que Trump ait pris ses fonctions. Nous sommes rentrés dans une période où tout devient possible même l'élection de Trump, même d'autres élections. A partir du moment où la seule chose qui émerge c'est Poutine, on est parti dans une dimension jamais vue.

Xavier Driencourt- Ce que j'ai fait observer pour l'Algérie vaut pour les autres pays. Nous ne sommes pas forcément lucides. On vit dans l'immédiateté. Ce qui est important c'est le tweet plus que le recul nécessaire à la prise de décisions. Nous sommes dans le syndrome de la dépêche d'Ems. Il faut prendre plus de recul et être moins attaché à l'immédiateté qui pourrit le jeu politique et la réflexion.

Jean-Pierre Filiu- Le rapport à la réalité devient différent, c'est un empilement. Le vacarme de la désinformation deviendra tel qu'on ne sait pas ce que cela donne.

AAs s'est demandé comment le Quai d'Orsay n'a pas vu des évidences alors que la France a une des plus vieilles diplomaties du monde. La première évidence c'est que Poutine parle de l'échec de la Lybie et a reproché à la France l'affaire libyenne. Comment n'a-t-on pas vu qu'Assad allait être lynché par les rebelles ? Bachar el Assad a payé les Russes et a donc fait ce que n'avait pas fait son père. Comment n'a-t-on pas vu que les Etats-Unis n'allaient pas tenir leurs promesses de bombardements ? Peut-on baser la diplomatie française sur des promesses américaines ? Aujourd'hui, on assiste à une alliance objective entre la Russie et les Etats-Unis qui va d'ailleurs être renforcée avec le Président Trump qui s'occupera de la Lybie. La France doit trouver un moyen qui la ramène au Moyen-Orient.

Jean-Pierre Filiu- La Syrie est le show room de l'industrie de l'armement russe et quand l'on teste un type d'armement on ne reste pas dans le pays d'expérimentation. L'osmose sur le terrain entre l'appareil de guerre russe et les troupes d'élite iraniennes en Syrie pourquoi ne serait-elle pas utilisée ailleurs ? Que les Russes aient ramené des milliers d'Afghans à Alep c'est du néocolonialisme d'un type nouveau. Ce sont des étrangers qui ont gagné la victoire à Alep, pas Bachar el Assad.

AAs- La France mérite une diplomatie plus réaliste et doit de nouveau agir sur le plan diplomatique. Il faut une diplomatie triptyque entre la France, les Etats-Unis et l'URSS. La France doit trouver sa place dans cette diplomatie car elle ne peut être chassée des pays dont elle a fixé les frontières. Les Etats-Unis ont menti à la France. Ce qui a sauvé le Liban c'est un consensus entre les communautés et la sagesse ancienne qui veut que musulmans, druzes et chrétiens vivent ensemble.

Jean-Pierre Filiu a rappelé qu'il avait été délégué de la Fédération internationale des droits de l'homme au Liban où ont eu lieu plusieurs massacres de 1983 à 1985 et a écrit un rapport sur les disparus. La vision du monde présentée est magnifique. La Syrie a quitté le Liban parce que les Libanais sont descendus dans la rue pour exiger leur départ et c'est cette séquence qui a été ouverte en mars 2015 qu'on a appelé la révolution du cèdre et qui a fait que les Syriens sont partis.

RA – La raison de la non intervention des Algériens est que les Algériens ont déjà connu une guerre civile et ne veulent pas d'une nouvelle guerre civile. Ils veulent un changement dans le calme ce qui n'est pas évident. Les Algériens se sentent bien dans leur vie ; ils sont dans la religion où ils se réfugient et ils oublient le reste.

OB - Concernant la désinformation, il s'est dit frappé par le fait que le problème consisterait à trouver un accord entre beaucoup d'acteurs en France sur la Russie et sur la Syrie. Cela est-il suffisant, s'agit il simplement d'un défaut d'une nouvelle forme d'ordre politique ou géopolitique ?

Il s'est dit très frappé sur la question russe de la division des esprits et cela l'inquiète. On peut certes se mettre d'accord sur les séquences d'événements a minima mais on a l'impression que le mal est plus profond. Une partie des gens sont informés par des systèmes d'informations parallèles. Face à cela, suffit-il de mettre plus d'ordre ou le malaise n'est-il pas plus profond ?

Xavier Driencourt- On ne peut prévoir le nouvel ordre mondial actuellement à deux mois de ce que sera le système américain. Aujourd'hui, nous sommes aussi dans l'immédiateté. On parle depuis vingt ans de réformes et on en parlera encore dans vingt ans. Cela ne règlera pas tel ou tel problème. Il faut être réaliste en diplomatie. Il y a le choix entre le Bien et le Mal mais aussi entre le pire et le moins pire comme disait Raymond Aron. Le Conseil de sécurité existe depuis 1945 et on y a notre place. Ce n'est pas une réforme du Conseil de sécurité dont on ne sait pas si elle aura lieu dans 5, 10 ou 20 ans qui permettra de changer de politique.

Jean-Pierre Filiu- Le « fact checking » sur la durée cela s'appelle l'histoire. Ce qui est le plus grave, c'est le négationnisme et la Syrie a été le théâtre d'un des grands négationnismes modernes. C'est Paolo Dall'oglio, un jésuite italien tué en 2013 par Daesh qui m'en a convaincu. A partir du moment où un membre permanent du Conseil de sécurité, la Russie, autorise une mission d'enquête sur des bombardements chimiques sans que le mandat mentionne le nom des responsables on invente alors la catégorie des crimes sans criminels, ce qui est dévastateur. Ce négationnisme c'est-à-dire la négation de crimes contre l'humanité perpétrés en Syrie a pris une telle proportion que le citoyen le plus informé dira que Daesh a tué plus de citoyens qu'Assad, ce qui n'est pas vrai. L'hyper information s'accompagne de la négation d'un crime en train de se commettre. A partir du moment où la perte de sens vient de là où on l'attend c'est le pire. En août 2013, les gazages chimiques de masse qui ont eu lieu avaient été précédés de tests d'armes chimiques au printemps de la même année, ce qui a été nié par les US. Les Américains ne voulaient pas intervenir et pour ne pas intervenir il ne fallait pas que les bombardements chimiques aient eu lieu.

PM- Nous avons un déni d'information, de la réalité, une représentation fictive et le mot négationniste correspond à ce à quoi nous assistons. Ce déni a accompagné tout le 20^{ème} siècle; il s'agit d'une longue pratique qui a concerné la Syrie, l'Arménie. Nous avons un phénomène repérable mais dans une action à chaud, brutale, déstabilisante pour les acteurs avec des difficultés à saisir certains éléments notamment du fait que certains acteurs ont quitté les lieux, ce qui rend la saisie des faits plus difficile. Parmi les éléments saisis certains ont été identifiés mais le traitement politique a fait qu'on n'a pas tout dit, qu'on s'est tu. C'est une pratique de prudence, des manœuvres des Etats pour des raisons supérieures. On est devant un cas aigu de ce type. Il y a eu, y compris pour la seconde guerre mondiale, une pratique de prudence de la part des Etats.

Il ne s'agit pas d'un déni mais on est dans le désordre lié à l'après guerre froide et qui a consisté à organiser un parcours plus confortable de croissance, d'échanges. Cela est grave mais vient de loin. Les pays occidentaux ont manqué l'après guerre froide.

Pour le reste du monde la question était réglée par l'objectif de croissance, le bénéfique mais il y avait aussi quelque part une logique de revanche qui a pris forme petit à petit en Russie et dans d'autres pays, les opprimés qui ne participaient pas à la croissance. Ces logiques de revanche voire de vengeance qui ont nourri des formes de radicalisme d'un type nouveau. On est dans une phase de premier bilan de deux décennies de rendez-vous manqués avec l'histoire. Pour sortir de cette situation, il ne faut pas s'enfermer dans des formules.

Nous sommes en face d'acteurs extrêmement calculateurs qui ont une lecture sans concessions de l'état où l'on est et des moyens d'en sortir. L'autosatisfaction et la tentation d'une vie qui n'est plus sous la menace et donne le sentiment qu'on peut refaire le monde autrement. En réalité on ne veut voir qu'une partie, il ne suffit pas de croire au marché, c'est pourquoi le réveil est dur. Nous sommes dans une période de transition inachevée et c'est très désagréable pour tout le monde. Le réapprentissage du réalisme devrait commencer.

AA a demandé comment l'Europe doit-elle se situer et s'il est nécessaire de repenser la défense européenne.

Xavier Driencourt- Dans les pays du Sahel où la France est intervenue militairement, il a été frappé de constater qu'il y a une méconnaissance, un manque d'intérêt de l'Europe vis-à-vis de ce qui se passe au Sahel alors que les problèmes des réfugiés commencent à Alep, en Lybie, au Niger ou au Mali. Les pays européens et les systèmes européens ont d'autres priorités et actuellement on vit dans l'immédiateté. Les pays européens ne sont pas intéressés par ce qui se passe au Sahel.

Jean-Pierre Filiu- La chute du mur de la peur chez les Arabes en 2011 a été aussi importante que la chute du mur de Berlin en 1989 et il n'y a pas eu de réponse appropriée. Il y a eu une politique de voisinage plus ou moins améliorée mais qui n'a pas été à la mesure de l'enjeu. Après 1989, tout le monde s'est efforcé d'aider à la réforme du système de police, de justice, de sécurité des pays de l'Est. On aurait du faire au moins la même chose dans les pays arabes qui avaient franchi le pas. Au lieu de considérer qu'il en allait de notre histoire, de notre développement, de notre sécurité, on s'est assis au balcon et on a distribué des bons et des mauvais points. On n'est pas arrivé à sortir de l'idée qu'on les aide parce qu'on est gentil. Cela n'est pas vrai. On a fait ça pour notre bien. En Europe l'idée que ce qui est bon pour les Arabes est bon pour nous n'est pas majoritaire ce qui est terrible en matière stratégique.

PF a dit son inquiétude sur l'approche de Poutine d'une neutralisation de l'Europe.

XX - En tant que chercheur que proposez-vous comme action ?

JPFiliu- La France défend la seule ligne défendable partout et notamment au Conseil de sécurité ce qui est essentiel car si ce n'est pas fait la dernière ligne défendable s'effondre. Dans ses efforts à l'ONU avoir Poutine contre nous et proche d'Assad n'entache pas notre réputation. En revanche, avoir les Etats-Unis qui nous coupent les jarrets c'est grave. Je ne vois pas, avec notre principal allié aussi déterminé contre nous, comment nous aurions pu faire autrement ou plus. Il y avait après les attentats du 13 novembre 2015 une seule chose à faire, une offensive internationale fondée sur une résolution du Conseil de sécurité contre Raqua dont partait tous les ordres pour les terroristes en France. On sait que le principal donneur d'ordre a été tué il y a quelques jours. La France a obtenu cette résolution unanime du Conseil de sécurité. Notre président est allé chez Obama et Poutine et n'a pas obtenu de coalition. On aurait pu enfin désigner Daesh et non je ne sais quel terroriste. Sous d'énormes contraintes, la diplomatie française a mené une action extraordinaire mais elle a été bien seule.